

Génocide

La vie mutilée à Gaza

> Didier FASSIN (*)



La guerre à Gaza oblige à penser l'inégalité des vies, en termes à la fois quantitatif et qualitatif, à la fois d'existences qui ne sont pas dignes d'être racontées et de morts qui ne sont pas dignes d'être pleurées. Cette relecture oblige alors à analyser les raisons pour lesquelles le monde – et particulièrement le monde occidental en ce qu'il se prévaut de valeurs qu'il présume universelles – a non seulement consenti à l'oblitération de tout ce qui pouvait signifier la vie à Gaza, mais a également soutenu l'entreprise criminelle qui la perpétrait¹.

Dans *La Condition humaine*, Hannah Arendt distingue deux significations du mot «vie». D'une part, la vie est «l'intervalle de temps entre la naissance et la mort», qui «suit un mouvement strictement linéaire dont le mouvement même est néanmoins animé par le moteur de la vie biologique que l'homme partage avec les autres êtres vivants». D'autre part, la vie est «toujours pleine d'événements» qui «peuvent être racontés comme une histoire, établir une biographie». Cette distinction entre la vie comme biologie, entre la naissance et la mort, que nous partageons avec les animaux et les plantes, et la vie comme biographie, avec des événements à raconter, qui est spécifique à l'être humain, peut permettre d'analyser l'inégalité des vies telle que la guerre à Gaza l'a révélée de la manière la plus explicite et la plus brutale depuis le 8 octobre 2023.

Vie biologique

Considérons d'abord la vie biologique. Paradoxalement, pour l'appréhender, la mort s'avère plus pertinente que la naissance. Les deux dernières interventions militaires menées par Israël à Gaza ont été particulièrement révélatrices à cet égard.

Selon les données recueillies par l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, lors de l'opération «Plomb durci» en 2008, le ratio des victimes civiles était de 255 pour une. Lors de l'opération «Bordure protectrice» en 2014, selon les chiffres de la commission d'enquête indépendante de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le ratio des victimes civiles était presque le même, soit 244 pour une. En ce qui concerne les enfants, lors de cette intervention, 551 ont été tués à Gaza et un en Israël.

Dans le cadre de l'opération «Épées de fer» débutée le 8 octobre 2023 et de celles qui ont suivi, la disparité semble encore plus grande, avec des valeurs absolues de morts considérables. Si l'on connaît précisément le nombre de personnes civiles israéliennes tuées lors de l'attaque du Hamas, soit 725, dont 36 enfants, on dispose seulement de données très imparfaites du côté palestinien. En effet, le nombre officiel de personnes assassinées à Gaza dépassait 55.000 après 21 mois de destruction des infrastructures et de massacre de la population, avec une proportion de victimes civiles estimée à 80 %, soit environ 44.000, mais ces chiffres sont fortement sous-estimés pour deux raisons.

1. Ce texte reprend des éléments de deux conférences données à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université catholique de Louvain..

Premièrement, ils ne comptent que les corps retrouvés et identifiés, et non ceux qui sont ensevelis sous les décombres, dont les cadavres disparaissent dans les gravats déblayés par les bulldozers israéliens, ou jetés dans des fosses communes par l'armée israélienne. Deuxièmement, ils ne considèrent que les décès qui sont la conséquence directe de la guerre, sans tenir compte de ceux qui sont indirectement dus à la guerre. Or, une étude réalisée à l'université de Brown sur la surmortalité due aux interventions militaires des États-Unis en Afghanistan et en Irak a établi que le nombre de décès indirects liés à la détérioration économique, à l'insécurité alimentaire, à la destruction des infrastructures, à la contamination de l'environnement, au développement d'épidémies et à la dévastation du système de santé était quatre fois supérieur au nombre de décès directs.

Tous les témoignages des organisations humanitaires montrent que la situation à Gaza est bien pire que ce qu'elles ont constaté ailleurs, en raison de la famine, des blessures, de la destruction des hôpitaux et de l'interruption des programmes de prévention, ce qui laisse penser que l'écart entre le nombre de décès enregistrés et le nombre réel sera encore plus important. Mais même avec cette estimation prudente, le nombre de victimes civiles palestiniennes s'élèverait à au moins 220.000, soit 300 fois plus que le nombre de personnes civiles israéliennes tuées. L'équivalent, en Belgique, serait de 1,2 million de décès. En ce qui concerne les enfants, le même calcul donne 85.000 jeunes victimes, chiffre probablement sous-estimé car leur vulnérabilité est plus grande que celle des adultes. Même avec cette probable minimisation de la réalité, ce ratio représente déjà 2.400 fois plus que du côté israélien. Statistiquement, la vie d'un enfant palestinien vaut plus de 2.000 fois moins que la vie d'un enfant israélien. Selon les Nations unies, plus d'entre eux sont morts à Gaza pendant les douze premiers mois de la guerre que dans tous les conflits de la planète au cours des quatre années précédentes. Les enquêtes montrent qu'une partie de la société israélienne soutient l'élimination des enfants.

Que les statistiques sur les morts palestiniennes soient présentées comme suspectes par les gouvernements occidentaux, tel le président des États-Unis, qui déclarait en octobre 2023 qu'il n'avait pas confiance dans les chiffres publiés, et par les médias grand public, qui précisent systématiquement que ces données sont fournies par le ministère de la Santé du Hamas, est donc pour le moins déplacé. Double injustice pour les victimes de la guerre menée contre la population de Gaza. On leur a pris la vie. On les prive de leur mort.

Vie biographique

Mais la vie ne peut se réduire à sa seule dimension biologique. Elle en a une autre, biographique, dont il faut aussi rendre compte. En effet, cette arithmétique macabre ne restitue qu'une partie de la réalité, qu'elle tend à rendre abstraite. Elle passe à côté des événements qui remplissent l'existence et qui, en fin de compte, peuvent non seulement être racontés, mais doivent l'être. Comme l'affirment les journalistes palestinien·nes, les poétesses et poètes, les femmes et les hommes, tout simplement, voire les enfants, leur vie ne peut être réduite au seul moment de leur disparition par la simple référence à des données sur la mortalité. *We Are Not Numbers* est le nom d'un projet créé pour les enfants de Gaza en 2015 au sein de l'organisation Euro-Mediterranean Human Rights Monitor. Il a pour ambition de parler des Palestiniennes et Palestiniens autrement qu'à travers des statistiques.

La plus profonde inégalité est probablement celle des vies telles qu'elles sont vécues. Tout au long de leur existence, nombre de Palestinien·nes font l'expérience, dans leurs relations avec l'État d'Israël et ses agents, de l'exclusion, de la discrimination, du mépris, de l'obstruction, de la destruction de leurs champs et de leurs maisons, de la soumission à la violence et à l'arbitraire des autorités. À Gaza, ils sont assiégés depuis 18 ans, et leurs manifestations essentiellement pacifiques lors de la Marche du retour de 2018 et 2019 ont fait 214 morts et 36.000 blessés, dont 8.800 enfants, dont certains passeront le reste de leur existence estropiés. En Cisjordanie, ils sont à la merci des colons qui les attaquent, s'emparent de leurs terres, incendient leurs maisons et tuent leur bétail sous la protection de l'armée. La colonisation et l'oppression les déposent de tout ce qui fait l'ordinaire d'une vie.

Silence des médias

Pourtant, la plupart des grands médias occidentaux ne se sont pratiquement pas référés à cette réalité, au moins pendant la première année de la guerre. La raison invoquée pour expliquer leur silence était qu'ils n'avaient pas accès à Gaza, puisque l'armée israélienne les en empêchait. Pourtant, d'une part, il y avait sur le terrain des reporters palestinien·nes qui faisaient un travail remarquable, que près de 200 d'entre eux ont payé de leur vie, et d'autre part, il y avait aussi des enquêtes menées par des journalistes israélien·nes qui révélaient ce qui se passait dans l'enclave. Mais les médias occidentaux craignaient, en rappelant l'histoire des épreuves subies dans les Territoires occupés depuis des décennies, d'être

accusés de justifier l'attaque du Hamas, et en évoquant les conditions de vie de la population de Gaza soumise à la cruauté de l'armée israélienne, d'être dénoncés comme antisémites.

Ainsi ont-ils fait des reportages humanisant Israélien·nes mais en se gardant d'en faire autant pour les Palestinien·nes. D'une manière générale, la résistance quotidienne de ces derniers face à l'adversité et leur revendication de vivre en paix ont été occultées. Un voile a été jeté sur leur désespoir d'avoir été abandonnés par la communauté internationale. Ce qu'on parvenait à connaître de la souffrance des familles auxquelles l'armée israélienne demandait de se déplacer vers des sites où elle les bombardait ensuite, des hommes humiliés avant d'être torturés à mort dans les camps de concentration israéliens, des femmes qui ne pouvaient allaiter leur nouveau-né, des nourrissons mourant de malnutrition, des enfants amputés sans anesthésie, des personnes tuées alors qu'elles se rendaient vers les sites de ravitaillement, c'était par d'autres canaux—réseaux sociaux, télévisions dans le monde arabe, sites indépendants y compris israéliens.

Ultime dévalorisation de la vie des Palestinien·nes, le sens de leur mort était dénaturé. Certes, ils meurent en plus grand nombre que les Israélien·nes, disaient certains qui défendaient la politique d'Israël que la Cour pénale internationale qualifie pourtant de criminelle, mais ceux-ci ont été tués en tant que juifs, et donc pour ce qu'ils sont, alors que ceux-là ne l'ont été qu'accidentellement dans le contexte de la guerre. Un ancien président français alla même jusqu'à dire, après l'hommage national rendu aux victimes franco-israéliennes du 7 octobre 2023, qu'il ne pouvait y avoir de commémoration semblable pour les personnes franco-palestiniennes assassinées dans les mois qui ont suivi, car les premières étaient mortes pour «défendre un mode de vie» quand les secondes n'étaient que des «victimes collatérales». Ainsi une hiérarchie morale était-elle établie entre celles et ceux qui méritaient d'être pleurés et celles et ceux qui n'en étaient pas dignes.

Au cours des dernières semaines, le monde occidental a semblé découvrir les horreurs que les organisations humanitaires et les agences des Nations unies avaient décrites pendant près de deux ans. Les médias mainstream ont commencé à informer leur public de ce que les journalistes indépendants essayaient de faire connaître depuis longtemps. Des gouvernements européens ont manifesté leur émotion devant l'ampleur de la dévastation de l'enclave et de la souffrance de sa population. Mais cette reconnaissance tardive sans condamnation réelle ni mesure concrète ne change

La résistance quotidienne des Palestinien·nes face à l'adversité et leur revendication de vivre en paix ont été occultées par les médias occidentaux.



© United Nations / Flickr

rien pour les enfants, les femmes, les hommes que l'armée israélienne continue de rabaisser, d'affaiblir et de décimer, comme pour montrer au monde qu'à leurs yeux, ces vies ne valent rien.

Contre cette dépréciation, on peut cependant encore faire entendre la voix des poétesses et poètes palestiniens, tel Mosab Abu Toha, prix Pulitzer 2025 :

« Elle s'est endormie sur son lit / et ne s'est jamais réveillée. / Son lit est devenu sa sépulture, / un tombeau sous le plafond de sa chambre, / avec le plafond pour cénotaphe. / Pas de nom, pas de date de naissance, / pas de date de décès, pas d'építaphe. / Seuls du sang et un cadre de photo brisé / près d'elle. » #

(*) Professeur au Collège de France, titulaire de la chaire « Questions morales et enjeux politiques dans les sociétés contemporaines ». Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont celui qui a inspiré la présente réflexion sur l'inégalité des vies palestiniennes : *Une étrange défaite. Sur le consentement à l'écrasement de Gaza* (La Découverte, 2024).